

Pérou : grève du 11 juin en solidarité avec les peuples amazoniens a été massivement suivie

12-06-2009

La journée du 11 juin était une journée de mobilisation en solidarité avec les peuples de l'Amazonie péruvienne en lutte contre la spoliation de leurs terres, et en butte à une répression sanglante depuis le 5 juin 2009.

Mise à jour : Vendredi 12 juin, 11 heures ici (4 h du matin au Pérou) Des dizaines de milliers à Lima Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont descendu dans les rue de Lima en solidarité avec les populations amazoniennes. "Alan genocida", "Alan asesino, igual que el chino (Fujimori)", étaient les slogans les plus entendus. Pour de nombreux témoins, c'était une des plus grandes manifestation de ces dernières années. A part les classiques partis de gauche, il y avait de tout : étudiants, ouvriers, amérindiens dans leurs costumes traditionnels, artistes connus et inconnus, et même des religieuses qui chantaient des chansons catholiques ! Egalement, la présence notable des policiers du syndicat Fenapol qui manifestent leur refus de la politique répressive du gouvernement. Vers 16h, alors que la marche se trouvait à trois rues du Congrès, la police a voulu empêcher les manifestants d'approcher. Beaucoup d'entre eux n'ont pas supporté qu'on leur interdise l'accès au Parlement et ont alors forcé le barrage policier. La police a répondu en lançant des gaz lacrymogènes, souvent à tirs tendus, provoquant beaucoup de blessés. La foule se replie sur la Plaza San Martín où des groupes de théâtre de rue et d'acrobates se manifestent. Il y a à ce moment là encore 3000 manifestants rassemblés malgré les charges et les tirs. La manifestation est alors partie dans la direction du Parque Universitario. Les affrontements ont duré près de deux heures avec charges de la police montée et jets de pierres. Le bilan serait de 2 détenus et 3 blessés dont un grièvement (un passant qui aurait reçu une grenade lacrymo en plein visage) qui a été hospitalisé. La manifestation s'est terminée par un meeting au cours duquel plusieurs organisations ont pris la parole et annoncés d'autres mobilisations notamment la Confederación Nacional de Comunidades del Perú Afectadas por la Minería (CONACAMI). Les observateurs ont noté la présence de nombreux étudiants dans cette manifestation Près d'un millier de jeunes issus de divers établissements universitaires était regroupé sur la Plaza Dos de Mayo pour rejoindre ensuite la marche de protestation pour les événement de Bagua. Pour Guillermo Bermejós, représentant du mouvement social "Todas las Voces", le fait que ces centaines de jeunes ont rejoint cette manifestation sans dépendre d'un parti ou d'un syndicat est le signe d'une rénovation politique et sociale positive. Protestation empêchée à Bagua La protestation convoquée nationalement n'a pu être réalisée dans la petite ville de Bagua Grande, capitale de la province de Utcubamba (région de Amazonas). La journée devait débiter par une messe en l'honneur de trois civils morts vendredi dernier mais depuis les premières heures de la matinée, l'armée a entouré la seule église de la ville, et en empêchait l'accès aux paroissiens. La célébration religieuse a donc été interrompue. Par haut-parleur, les soldats ont proclamé que les garanties étaient suspendues et il n'y a pas de possibilité de se rencontrer, même d'assister pacifiquement à une messe. En réponse, les dirigeants du front civique et de la coordination politico-sociale ont indiqué que toutes les activités étaient suspendues et ont décrété une journée portes closes totale pour ne pas provoquer les forces de l'ordre ou de générer plus de confusion parmi la population. Depuis très tôt le matin, les gens étaient prêts à répondre à cette journée de grève et c'est pourquoi les magasins et les marchés sont restés fermés. Une marche pacifique avec les drapeaux blancs de la paix était prévue et n'a pas pu avoir lieu. Par ailleurs, hier, trois stations de radio locales ont été fermées par des fonctionnaires du ministère des Transports et des Communications et par la police, qui se sont emparés des équipements et du matériel en raison de l'absence de licence d'exploitation. Après cela, les journalistes radio La Voz ont reçu des menaces disant « maintenant, nous arrivons » ou « c'est ton tour qui vient » et selon une hypothèse, cela viendrait des membres de l'équipe ministérielle eux-mêmes afin d'effrayer cette station qui depuis le début, soutient le mouvement de protestation de la région amazonienne. Radio La Voz a dénoncé que l'on veuille la mêler à des actes qu'elle n'a pas commis, comme d'avoir incité le 5 juin les autochtones au meurtre de policiers Yurimaguas, Tarapoto : mobilisation massive Sensation de calme intense durant cette journée. Les blocages de la route qui relie Yurimaguas et Tarapoto aux kilomètres 4, 17 et 34 ont été renforcés par des milliers d'amérindiens venus de zones plus éloignées, notamment de Alto Amazonas où l'état d'urgence vient d'être décrété. D'après les organisateurs de cette journée, ils étaient au total 6000 à avoir suivi l'appel à la mobilisation. La police était ici invisible. Une manifestation s'est déroulée à la mi-journée dans le centre de la ville, à l'appel d'associations, de syndicats de l'éducation et de la santé. Parmi les banderoles et slogans, la solidarité avec Alberto Pizango était particulièrement notable. Le Pérou est resté en grande partie paralysé. A Puno, les transports ont été paralysés, toutes les routes ont été bloquées par des blocs de pierre et de bois, y compris la Panamericana Sur en direction de la frontière avec la Bolivie. Manifestations (dans le centre où des pierres ont été lancées contre la préfecture et le siège du parti Apra. Affrontements avec la police. Le casque d'un policier a même été subtilisé par des manifestants qui l'ont brûlé peu après sur une place publique. (A Juliaca, aucun transport, personne n'entre ni ne sort, le marché est fermé. Dans la région, les classes n'ont pas eu lieu. A Tacna, la direction régionale de l'éducation a décidé la suspension des cours. A Jaen (province de Cajamarca), paralysie totale, aucune institution ni entreprise n'a fonctionné. Au cours de la manifestation qui se déroulait dans le calme, un jeune maçon awarun a été arrêté par la police, matraqué et embarqué. Une journaliste de télévision, Maritza Ramírez, qui filmait la scène a été également arrêtée. Libérée peu après, elle n'a pas retrouvé son matériel de travail avec le précieux enregistrement. A Satipo, région de Junín (amazonie centrale), tout était paralysé et les habitants ont suivi la grève en restant chez eux. Des marches ont été organisées dans la région de Rio Negro et La Merced. A Huancayo (Junín), des affrontements ont opposé

pendant plusieurs heures la police et des étudiants. Ceux-ci avaient pris position sur la Route Centrale pour la bloquer en solidarité avec le mouvement national de protestation. Arrivée de la police, gaz lacrymogènes et ripostes des étudiants à coups de pierres et de morceaux de bois. Il a fallu des renforts de police pour venir à bout des manifestants vers 18 h. Bilan d'après la police : 5 policiers blessés, une vingtaine d'étudiants arrêtés alors qu'ils voulaient se réfugier dans l'université. Manifestations à Pucallpa, Yarinacocha, Cuzco, aux cris de « Le sang versé, jamais ne sera oublié » Et aussi dans le région de Ucayali. A Iquitos, la manifestation a pu compter avec la nombreuse participation des étudiants qui lui ont donné en outre une touche artistique : bougies enflammées, danses, chansons, scènes de type théâtral. A Arequipa, les manifestants ont lancé des œufs sur le bâtiment de l'administration fiscale. Mobilisations hors du Pérou Des rassemblements ont eu lieu à Paris, Madrid, Barcelone, Bilbao ; Rome, Turin, Bruxelles, La Haye. Et également dans la plupart des pays d'Amérique du sud : Argentine, Bolivie, Equateur, Colombie, Uruguay. La riposte du gouvernement : un appel à manifester de l'Apra « en défense de la démocratie » Pour bien montrer qu'il n'a lâché rien, le gouvernement par l'intermédiaire de son parti a lancé ce 11 juin un appel à manifester mardi prochain « en défense de la démocratie, comme une réponse politique aux actions de quelques organisations extrémiste dans le pays qui prétendent déchaîner le chaos et la violence ». Pour le parti Apra, les Indiens sont utilisés comme « chair à canon » par des organisations de type communistes, avec des sendéristes et des membres du MRTA ; tout cela avec des organisations qui travaillent dans les communautés amérindiennes et financées par des ONG européennes qui visent à provoquer une stratégie à la bolivienne qui a permis, sous prétexte de défendre les droits des Indiens, l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales. Le parlementaire apriste Mulder qui a lancé cet appel a ajouté que les militants de l'Apra sont maintenant mobilisés pour défendre les locaux du parti (qui ont souffert de quelques attaques de feu et de pierres) et qu'ils effectueront de rondes de surveillance pour que cela cesse. Décrets contestés suspendu, dialogue : comment et pour aller où ? Suite à la « suspension » pour 90 jours des décrets contestés par les populations amazoniennes, amérindiennes ou non, le gouvernement a assuré vouloir reprendre le dialogue avec les communautés en créant le « Groupe National de Coordination pour le Développement des Peuples Amazoniens », avec représentants des régions et des communautés. Mais en excluant l'Association Inter-ethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (Aidesepe) dont le porte-parole est réfugié dans les locaux de l'ambassade du Nicaragua, ce « dialogue » risque fort de tourner court ou de n'être qu'un jeu politique pris pour amuser la galerie ou gagner du temps devant le caractère inconstitutionnel des décrets suspendus. . Après avoir dit que les populations originaires n'étaient pas des « citoyens de première classe » et que les richesses du sol et sous-sol amazonien appartenaient à tout le Pérou et non uniquement à ceux qui y habitent, le gouvernement d'Alan Garcia multiplie les propos contradictoires qui les rendent peu crédibles sauf sur un point : il ne renonce en aucun cas à ses projets de donner toute liberté aux multinationales d'exploiter et de piller les richesses de la forêt amazonienne. Un gouvernement affaibli et qui pour beaucoup a perdu toute légitimité mais qui tente de rebondir en s'élargissant aux deux autres partis (la droite nationale et les fujimoristes) et surtout de monter les Péruviens contre les Indiens ; sur le registre raciste de toujours, le progrès et la patrie contre les sauvages archaïques. Les appels se multiplient donc pour demander le départ de ce gouvernement et la formation d'une assemblée constituante. Pendant que d'autres, et parfois les mêmes, souhaitent aller vers une grève générale indéfinie pour en finir avec ce régime et l'oligarchie. En attendant, la lutte continue.

P.-S. Vous trouverez en pièce jointes (pdf) 1. Une compilation de toutes les informations sur ce "ba de sang dans l'Amazonie Péruvienne" publiées sur le site OCL du 5 au 11 juin. 2. Une carte du Pérou, recensant les concessions pour étude ou exploitation pétrolière Documents joints

- Pérou 5-10 juin 09 (PDF - 131.1 ko)

compilation des informations publiées sur le site ocl

- carte des concessions (PDF - 792.2 ko) <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article578>